



Les nouvelles frontières de la sécurité alimentaire. Une réflexion prospective

Pierre Janin, Sandrine Dury

► To cite this version:

Pierre Janin, Sandrine Dury. Les nouvelles frontières de la sécurité alimentaire. Une réflexion prospective. Cahiers Agricultures, 2012, 21 (5), pp.285-292. 10.1684/agr.2012.0585 . ird-00734440

HAL Id: ird-00734440

<https://hal.ird.fr/ird-00734440>

Submitted on 21 Oct 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial| 4.0 International License

Les nouvelles frontières de la sécurité alimentaire

A paraître dans S. Dury et P. Janin (coord.), *La sécurisation alimentaire en Afrique : enjeux, controverses et modalités*, Cahiers Agricultures, John Libbey eurotext, Paris, vol. 21, n° 5. Octobre 2012)

Auteurs: Janin P, Dury S

Résumé : La lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle a connu des succès relatifs au cours des décennies passées en Afrique subsaharienne, grâce à certaines innovations techniques et à la mobilisation de nouveaux acteurs. Mais, avec la pérennisation des situations « à risque », la complexification des contextes « de crise », les interactions imprévues et les changements « d'échelle », les effets de telles actions s'avèrent de plus en plus limités. Les enjeux globalisés et renouvelés de la sécurité alimentaire (convergence entre droits, capacités, inégalités, vulnérabilités,...) en appellent non seulement à la mise au point de nouveaux instruments techniques et politiques mais plus encore à un changement de paradigme.

Mots clés : sécurité alimentaire, sécurisation alimentaire, crise, politique, acteurs.

Title: The new frontiers of food security

Summary: The struggle against food and nutrition insecurity has achieved relative successes during the past few decades: the widespread use of technical innovations (in risks prediction, in agricultural intensification or in ready-to-use therapeutic foods) has been combined with the reshaping of the political and humanitarian environment. But, as risky situations and food crises are going on, these sectorial actions are no longer functional and effective. These "new or variant food crisis" are more difficult to anticipate and more complex to resolve because of multi-dimensional and multi-level scales, because of unpredictable interactions between risks, perceptions and actions, and also because of competition between actors. The challenges concerning food securitization are so important that revising our way of thinking has now become a must. This led us to reverse the perspective and to no longer consider the fight against food insecurity in terms of quantified targets and standards but rather as a process made of uncertainties, trials and errors, and of various arrangements owing to existing power relations. Using the concept of "food securitization" seems more appropriate to give a full account of the diverse achievements as well as of the remaining challenges in this broadened field of inquiries, which encompasses the agro-environmental issue (related to future effects of climate change), the nutritional sphere, as well as problems of rights, inequality, vulnerability and resilience.

Key-words: food security, food securitization, crisis, policy, politics, players.

L'insécurité alimentaire élargie : ce qui est visible et ce qui l'est moins

Ne pas pouvoir manger, chaque jour, à sa faim, des aliments diversifiés et sains pour mener une vie active est, aujourd'hui encore, une réalité banale pour des millions de personnes en Afrique subsaharienne. Mais si la faim parvient à faire la une des journaux, c'est presque uniquement en cas de « crise alimentaire conjoncturelle aigüe » pour ne plus dire « famine », terme trop ostracisant, et c'est surtout par un traitement émotionnel de l'information (Janin, 2010a) : la violence des corps décharnés ou des émeutes urbaines, mieux que les discours d'experts, servent d'habiles déclencheurs politiques et humanitaires (Dauvin, 2006).

Car la récurrence des événements extrêmes – notamment en zone sahélienne depuis une décennie – a des effets ambivalents : elle renforce l'aide d'urgence au détriment des autres types d'aides alimentaires ; elle tend à les banaliser et, par contrecoup, à éroder la mobilisation des donateurs (WFP, 2011). Il faut bien reconnaître que l'émergence de crises « complexes » et « durables » dans le domaine alimentaire a de quoi décourager (Janin et Suremain, 2012 ; Khanna, 2009 ; Lang, 2010). Non que l'on soit dépourvu de capacités d'initiative ou de moyens concrets pour intervenir (les articles de ce dossier ouvrent ainsi quelques perspectives dans le champ technique, sociétal et politique) mais bien davantage parce que ces crises résistent désormais de plus en plus à l'analyse et que les moyens mis en œuvre restent souvent inadaptés ou insuffisants.

En effet, si certaines crises s'imposent, avec un caractère presque inéluctable, compte tenu de la conjonction tendancielle de plusieurs facteurs défavorables (péjoration des conditions agro-écologiques, forte croissance démographique, pression accrue sur les ressources, faiblesses des investissements, carence des politiques, insécurité politique, etc...) à l'instar de la bande sahélienne qui s'étend de la Mauritanie au Soudan et à la Corne de l'Afrique, d'autres gardent une certaine imprévisibilité : elles peuvent à la fois être mal anticipées, interprétées avec difficulté, y compris par les experts, à l'exemple de la crise mondiale de 2007-2008, ou minimisées par les gouvernants nationaux comme au Zimbabwe ou au Niger en 2005 (Crombé et Jézéquel, 2007 ; Olivier de Sardan, 2008).

On peut donc légitimement s'interroger sur la pertinence actuelle des interventions menées, souvent sectorisées ou ponctuelles, au détriment de politiques de long terme. Ainsi en est-il des différents dispositifs en charge de la prévention et de la gestion des crises. Certes, on a affiné leur maillage spatial et statistique, certes on a récemment intégré des indicateurs nutritionnels (Bonnecase 2012), mais la recherche de causes immédiates, internes ou externes l'emporte encore souvent sur l'analyse des processus eux-mêmes et de leurs interactions en temps réel. Ces mêmes dispositifs sont moins monolithiques et s'ouvrent peu à peu à la concertation et à la négociation avec de nouveaux acteurs (ONG et associations), mais la chaîne de décision reste souvent lente et opaque, les coordinations sont encore faibles (Maxwell et Parker, 2012), en dépit de démonstration ponctuelle d'efficacité dans la crise nigérienne de 2010-2011 (Michiels, Egg et Blein, 2012).

La tendance est également à faire un usage de plus en plus fréquent d'un savoir d'apparence scientifique mais dont le contenu est approximatif et simplifié et à vocation essentiellement communicationnelle (Swinnen, 2011) : les cartes présentant des zones de « faim » en fonction de l'intensité du phénomène sont ainsi très prisées sur la base de l'*Integrated Food Security and Humanitarian Phase Classification* (IPC, 2008) de la FAO et du PAM ou sur celle du Global Hunger Index calculé par l'IFPRI (2010). Cette évolution peut s'expliquer par la

compétition croissante entre institutions internationales et entre ONG qui impose une médiatisation croissante et une réactivité immédiate aux phénomènes. Quant aux données chiffrées (indicateurs et scores), dont il est fait un usage systématique, elles participent de la même façon à ces compétitions inter-institutionnelles et à une recherche de légitimation à travers un discours pseudo-scientifique (Dury et Fouilleux, 2011 ; de Haen, Klasen, Qaim, 2011).

La sécurité alimentaire possède également son lot de fausses évidences et de paradoxes. La question des échelles – spatiales et temporelles - d'analyse est critique : il est devenu banal de rappeler que la sécurité d'un ménage peut être ponctuellement assurée sans que celle d'un individu le soit durablement, compte tenu des différences de genre, d'âge ou des rapports de parenté. De même, le contraste saisissant établi entre des greniers vides et des marchés bien approvisionnés est désormais bien connu. Tandis que d'autres études relèvent l'absence de corrélation entre pauvreté monétaire, précarité alimentaire et malnutrition (et inversement) (Bocoum, Dury et Egg, 2012 ; Ouedraogo, Kabore et Kienou, 2007). Phénomène moins évident encore, le décalage persistant entre potentialités agricoles, récoltes produites, consommation familiale et commercialisation suscite encore de nombreuses investigations (Janin, 2001 et 2006 ; Dury et Bocoum, 2012).

Que dire alors de la faim moins visible, liée aux carences en nutriments et en micro-nutriments, désignée comme une « urgence silencieuse » par l'Unicef (1998). Cette forme particulière de sous-nutrition a des conséquences non moins considérables : morbidité plus élevée, décès prématuré, retard dans le développement physique et cognitif des enfants touchés. Un numéro spécial de la grande revue médicale *Lancet* estimait ainsi que la sous-nutrition des femmes et des enfants était responsable d'un tiers des décès d'enfants de moins de 5 ans dans le monde (Black *et al.*, 2008). Et c'est en Afrique subsaharienne et en Inde que les pourcentages d'enfants sous-nutris sont les plus élevés (*op. cit.*, 2008), même si les cohortes les plus importantes se situent en Asie du Sud-Est. Sur 40 pays du monde, dont les taux de retard de croissance dépasseraient 40 %, 23 sont situés en Afrique.

En Afrique, la malnutrition est avancée comme une cause sous-jacente de 55% des décès d'enfants de moins de 5 ans (Pelletier *et al.*, 1994, cités par Benson et Shekar, 2006) ; la sous-nutrition expliquerait plus de 28% de tous les décès en Afrique, soit environ 2,9 millions de personnes par an (Ezzati *et al.*, 2003, cités par Benson et Shekar, 2006). À titre de comparaison, la famine de 1999-2000 en Ethiopie aurait, estime-t-on, directement causé la mort de 72 000 à 123 000 personnes, celle de 2001-2002 au Malawi serait responsable de la disparition de 47 000 à 85 000 personnes et seulement 13 000 à 48 000 décès pourraient être imputées à celle du Niger de 2004-2005 (Devereux, 2009). Depuis la fin du XX^{ième}, les famines tuent moins de personnes que les différentes formes de malnutrition associées aux maladies.

Les réponses humanitaires en situation d'urgence alimentaire, en dépit de leur légitimation politique et médiatique font toujours l'objet d'importantes controverses (Zant, 2012) : de nombreuses analyses ont, ainsi, mis en exergue la faible efficacité de l'aide alimentaire, son impact négatif sur les marchés céréaliers locaux (Abdulai, Barrett, Hoddinott, 2005; Barret et Maxwell, 2006), sa possible instrumentalisation politique, sa faible acceptabilité sociétale (Brenton, 2011) ou encore son détournement à des fins commerciales.

Quant aux actions moins liées aux contextes d'urgence, elles sont à la fois moins connues du grand public et souvent moins critiquées, parce qu'elles s'inscrivent souvent mieux dans la

durée et qu'elles sont plus fortement réappropriées par les sociétés, voire même directement impulsées par des acteurs locaux (*collective and community-based actions*). Elles ne sont néanmoins pas exemptes de risque de dérive, elles non plus. Alors que les opérations d'urgence sont souvent centrées autour des marchés (régulation des prix), des familles (aides diverses aux plus démunies et plus vulnérables) et des individus (récupération nutritionnelle des malnutris), les opérations de long terme concernent des acteurs et des échelles souvent de nature différente. Dès lors, le changement institutionnel devient un véritable enjeu, à la fois au niveau des États, des organisations internationales et des régions. La conception et la mise en œuvre de politiques complexes, incluant des acteurs des secteurs de l'agriculture, de l'environnement, de la banque, du commerce, de la santé... ne sont pas aisées.

La sécurisation alimentaire : les processus plutôt que les causes, les trajectoires plutôt que les situations

À ces nombreuses questions, ce numéro thématique des *Cahiers Agricultures* souhaite apporter une contribution actualisée.

En particulier parce que, de façon surprenante, au regard de l'ampleur du problème, la production académique en langue française dans le champ spécifique de la « sécurité alimentaire » en général, et en Afrique au Sud du Sahara en particulier, n'est pas actuellement très foisonnante, après une production non négligeable dans les années 1980 et 1990.

Un fossé semble exister avec la production anglo-saxonne en sciences sociales qui peut se targuer de produire à la fois des revues spécialisées reconnues (*Disasters, Food Policy, Food Security, IDS Bulletin, Journal of Food Science*,...) et des revues plus généralistes (*Agricultural Economics, Agronomy for Sustainable Development, Annals of Anthropological Practise, Climate Change, Development and Change, Global Environmental Change, Human Ecology, Journal of Peasant Studies, The Geographical Journal*,...) traitant ponctuellement du sujet. Sans compter l'abondante production du champ bio-médical avec des revues établies telles que *Social Science and Medicine, Journal of Nutrition*,... qui investissent de plus en plus ce champ.

En France, la plupart des livres et des articles traitant de cette problématique transversale – qui embrasse un large spectre, depuis la variabilité des conditions de production jusqu'à la consommation individuelles des denrées – relèvent, surtout depuis une décennie, des sciences économiques et des sciences humaines et sociales, telles que l'anthropologie, la géographie, l'histoire, les sciences politiques ou la sociologie, avec un traitement nettement plus qualitatif de l'information. Parallèlement, la nutrition publique a peu à peu élargi son champ d'investigation à ces questions politiques et socio-économiques (Nanama et Frongillo, 2012 ; Pelletier, McCullum, Kraack, 2003 ; Hadleva *et al.*, 2012).

Pour ce qui concerne des sciences du milieu et du vivant, *in fine*, les contributions se situant à la croisée des domaines du développement et de l'agriculture nous apparaissent, en revanche, relativement plus clairsemées. En effet, les agronomes s'intéressant aux filières alimentaires et aux systèmes agricoles ont finalement rarement comme objet d'étude la sécurité alimentaire en tant que telle, même si, de fait, leurs recherches y contribuent. Elle apparaît davantage comme une problématique connexe, déclinée autour de ses nouveaux enjeux, afin de répondre aussi à une nouvelle demande sociale et politique : d'où la floraison récente de documents et de projets traitant du « changement climatique et sécurité alimentaire », « intensification agricole et sécurité alimentaire », « diversification culturelle et sécurité alimentaire », « foncier

et sécurité alimentaire »,... Il en est de même pour les sciences médicales pour lesquelles la sécurité alimentaire reste généralement une cause sous-jacente de l'insécurité nutritionnelle, sans être réellement analysée.

Un challenge supplémentaire de ce numéro thématique réside dans l'approche choisie pour ce dossier. La notion de *sécurisation* alimentaire a ainsi été mise en avant plutôt que celle, désormais reconnue par les experts et les développeurs, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (Weingärtner, 2006). Cette dernière, s'attache en effet surtout à mesurer des états en fonction d'objectifs et de normes à atteindre (Touzard et Temple, 2012). De ce fait, elle nous est apparue moins novatrice et moins fonctionnelle pour appréhender les nouvelles dynamiques agricoles et alimentaires en Afrique sahélo-soudanienne (Dilley et Boudreau, 2001), comme pour rendre compte de la diversité des initiatives (individuelles, communautaires et institutionnelles), et pour mettre en exergue les défis à relever.

Ce terme, qui peut paraître simple, est pourtant encore peu utilisé et restait assez mal défini jusqu'au début des années 2000. Force est de reconnaître qu'il ne provient pas du monde de agronomes, ni de la sphère économique et qu'il a davantage partie liée avec la géopolitique et les sciences du territoire.

Une approche en termes de « sécurisation alimentaire » mettra l'accent sur les actions et les apprentissages concourant à améliorer les conditions (et les étapes) d'une amélioration des situations alimentaires (*food security practices* et *food values chains*) (Kaplinsky, 2000).

Cela revient aussi à rendre compte des essais, des arrangements, des mobilisations de toute nature (lutte contre les asymétries d'information et de pouvoir), des gains possibles et des marges de manœuvre à rechercher (lutte contre les pertes et les gaspillages par exemple), mêmes s'ils ne sont pas réalisés (*food actions chains*).

Cette approche conduit à s'intéresser aux actions concrètes en matière de gestion récurrente des aléas, des potentialités et des ressources (Mortimore et Adams, 2001), variables et inégalement réparties, de valorisation des pratiques profanes ou expertes (Vall et al. 2010), de diffusion des innovations techniques et sociétales locales ou importées, de promotion des coordinations d'acteurs et de régulations collectives du risque, des ressources et des territoires (Pingali and al., 2005). La quête de « nouveauté » ne doit cependant pas conduire à oublier le passé. C'est pourquoi, une relecture attentive des trajectoires historiques peut se révéler riche d'enseignements (Fraser, 2007).

À ce niveau, la « sécurisation alimentaire » a donc une relative proximité avec le concept, polymorphe et mal délimité, de *gouvernance alimentaire*, qui semble presque déjà délaissé au profit de ceux de *souveraineté alimentaire* et de *droit à l'alimentation* (Hrabanski, 2011 ; Pouch 2011 ; Postolle et Bendjebbar, 2012). Cela implique aussi d'inverser la perspective afin de considérer davantage « les processus et les systèmes d'actions » visant à mobiliser les savoirs et les ressources afin d'améliorer de manière durable les conditions d'approvisionnement des consommateurs urbains et ruraux (Hubert et Clément, 2006).

Dans cette perspective, la mise en évidence des dysfonctionnements au sein des systèmes alimentaires peut constituer un préalable judicieux à toute intervention. En effet, derrière un ordonnancement annoncé et programmé (stratégies et cadres d'action), la sécurisation alimentaire présente son lot de processus non intentionnels : valorisation tardive de savoirs

locaux, transferts spontanés de produits, mise en réseau d'acteurs socialement distants, rapports de pouvoir auto-bloquants...

La sécurisation alimentaire implique aussi que l'on cesse d'aborder le « problème » de la faim de manière trop sectorielle, en dépit de progrès et de réussites ponctuelles avérés : agronomiques (produire plus et mieux...), économiques (réduire la pauvreté, stabiliser les prix...) ou nutritionnels (nourrir et soigner « correctement » les populations vulnérables).

Elle pose ainsi la question des rapports entre acteurs, des modèles de développement locaux ou importés, de la gestion durable des ressources, du poids des inégalités. Elle accorde une plus grande attention aux processus de construction et de validation de la connaissance comme d'évaluation des efforts accomplis, certains aisés à décrypter, d'autres plus difficiles à percevoir.

En outre, elle rend nécessaire l'élaboration de « nouvelles » politiques agricoles et alimentaires faisant le pari de l'adaptabilité contextuelle et de la complexité systémique (Fischer et *al.*, 2012) pour en finir avec des cadres programmatiques et normatifs difficilement applicables (Zoundi, 2012).

Cela revient aussi à accorder une plus large place aux processus organisationnels qui travaillent les sociétés des pays concernés. Cela englobe encore l'ensemble des efforts visant à fournir des cadres politiques structurants à la lutte contre l'insécurité alimentaire, sous forme d'appui, d'incitations, de formation (IFPRI 2004 ; Touzard et Temple, 2012 ; Zoundi, 2012).

Les lecteurs l'auront donc compris : la « sécurisation alimentaire » devrait peu à peu s'imposer comme approche en Afrique subsaharienne, compte tenu des enjeux renouvelés (Janin, 2010), des contextes différenciés et des coûts croissants d'intervention.

De ce fait, il existe aussi un lien étroit et contingent entre « innovation » et « sécurité alimentaire ». Les perspectives plutôt négatives à l'horizon 2050 sur l'évolution des besoins alimentaires par rapport aux ressources disponibles en accentuent encore le caractère stratégique (voir l'article de M. Benoît-Cattin et B. Dorin sur la diversité de ces « sentiers alimentaires »)

Ainsi, l'aggravation tendancielle modélisée de la variabilité bio-climatique (et ses conséquences sur les rendements céréaliers par exemple), la marchandisation renforcée des facteurs de ressources (terre, eau, semences,...) et l'accroissement des inégalités économiques et alimentaires constituent indéniablement des accélérateurs du changement et de l'innovation sous contrainte avec lesquels doivent composer sociétés, institutions et gouvernements (Smit et Wandel, 2006). Pour autant, tous les *scenarii* futurs ne sont pas délimités (Esnouf, Russel et Bricas, 2011) : ces changements sont, certes, à la fois susceptibles de générer des tensions nouvelles (compétition d'accès aux ressources, exclusion sociale, marquage territorial,...) comme de réactiver certains processus porteurs d'adaptation, de réaction et de résilience (Manyena Siambabala, 2006), à différentes échelles. Les phénomènes sociaux (Hrabanski, 2010) peuvent donc être considérés comme des marqueurs pertinents des processus d'innovation (Holt Giménez & Shattuck, 2011).

Les trajectoires des sociétés et des territoires vulnérables, en termes de sécurisation alimentaire peuvent être envisagées à plusieurs niveaux : elles dépendent d'abord de la

capacité à mobiliser des potentialités et des ressources supplémentaires tout en desserrant certains verrous technologiques, sociétaux et politiques (contrôle, indécision, rivalités, arbitraire,...) qui inhibent les initiatives ; elles tiennent aussi à la capacité à composer avec les différentes formes de vulnérabilité et de fragilités, structurelles et conjoncturelles (Adger, 2006 ; Ingram, 2011) en intégrant la dimension systémique du risque et des crises (Timmer, 2009).

Si, dans un contexte de crise systémique et durable, on assiste à une multiplication des réponses innovantes, tant techniques, sociétales qu'institutionnelles, il paraît néanmoins judicieux de ne pas s'enfermer dans la conjoncture immédiate et prendre en compte le temps plus long (Fraser, 2007).

Les apports du dossier : questionner les connaissances, interroger les politiques

Le dossier « La sécurisation alimentaire en Afrique subsaharienne » a été construit à partir de deux exigences : s'appuyer sur des analyses originales, issues d'enquêtes de terrain et proposer des réflexions prospectives.

Le lecteur attentif y retrouvera trois questions à la fois transversales et centrales : celle de la formalisation, de la validation et de la diffusion de savoirs dans le domaine de la lutte contre les crises alimentaires et nutritionnelles ; celle de l'émergence et de la reproduction des situations d'insécurité alimentaire ; celle de la refondation de politiques régulatrices et incitatives plus efficaces.

Le paradigme des savoirs, des crises et des mobilisations

Le texte de J.-M. Touzard et L. Temple répond à une double ambition : rappeler les limites des approches actuelles normées et un peu figées de la sécurité alimentaire ; en appeler à un changement complet de paradigme construit autour de la notion de sécurisation alimentaire (dont nous avons déjà longuement présenté la richesse dans les pages précédentes).

La question des savoirs et des représentations (des risques et des crises) est également au cœur des articles de V. Bonnecase et de D. Michiels, J. Egg et R. Blein. Tous deux traitent de la situation du Niger, pays en butte à des crises agricoles, alimentaires et nutritionnelles répétées depuis plusieurs décennies et dont les perspectives à moyen terme ne laissent pas d'inquiéter. Le terme de « crise » est-il d'ailleurs encore approprié s'interrogent les auteurs ? Sans chercher à masquer la gravité des faits, ils ont plutôt cherché à dresser un bilan constructif – notamment en terme d'apprentissage- de la gestion passée et actuelle des crises.

La comparaison des deux dernières crises alimentaires et nutritionnelles (2004/2005 et de 2010/2011) permet à D. Michiels, J. Egg et R. Blein *al.* de montrer que les dispositifs de prévention et de gestion des crises ont sensiblement évolué au Niger, à la fois dans leurs composantes techniques et politiques. Les outils mobilisés (notamment de réhabilitation nutritionnelle), malgré leurs limites, ne sont pas nécessairement inadaptés. La très grande vulnérabilité des populations et leur faible capacité de résilience explique bien davantage les difficultés d'une éventuelle « sortie de crise » et plaide pour l'élaboration de nouvelles formes d'accompagnement social et économique.

Pour sa part, V. Bonnecase (2012) revient sur une idée reçue : les décideurs n'ont pas attendu la crise de 2004/2005 pour découvrir les indicateurs nutritionnels. La prévalence de la

malnutrition était établie depuis au moins les années 1990 mais elle n'était pas réellement prise en compte dans les dispositifs. Depuis, les enquêtes nutritionnelles se sont multipliées, sont désormais d'un usage courant et viennent légitimer certaines interventions.

La réflexion menée par A. Postolle et P. Bendjebbar (2012) sur la dimension politique du concept de souveraineté alimentaire nous éloigne, en apparence du moins, des contextes africains de crise. En réalité, sa force d'interpellation et de mobilisation est bien établie puisque c'est elle qui anime les débats dans de nombreuses arènes internationales et nationales. L'originalité du propos réside essentiellement dans la convergence progressive entre ce concept et le droit à l'alimentation. Elle implique des rapprochements futurs entre des acteurs qui n'intervenaient pas de concert dans les forums.

La dimension construite des situations d'insécurité alimentaire

Deux articles (S. Dury et I. Bocoum ; H. Wannehain et P. Janin) de ce numéro reviennent, avec des méthodologies différentes sur des terrains situés dans deux zones agricoles du Mali et abordent un aspect fondamental de la sécurité alimentaire et nutritionnelle : sa dimension complexe et construite (Arditi, Janin et Marie, 2011). Ils s'efforcent de montrer que l'insécurité alimentaire n'est pas, même dans des sociétés et des territoires fragiles, une fatalité naturelle ou historique mais qu'elle dépend également fortement de l'enchaînement temporel d'un ensemble de décisions humaines (en matière de gestion des stocks, des revenus, des dépenses, des charges ...).

Partant de ce constat, S. Dury et I. Bocoum (2012) ont mis en évidence le caractère multi-causal de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et le rôle relatif de la production agricole en zone soudanienne malienne. La région de Sikasso est, en effet, exemplaire d'une situation paradoxale. Pourquoi cette région, dotée de fortes potentialités agricoles (Blein *et al.*, 2008), véritable « grenier vivrier », affiche-t-elle des indicateurs nutritionnels aussi mauvais ? S'appuyant sur des données d'enquête nationale, ils montrent que la consommation calorique et le score de diversité alimentaire des ménages de cette région est inférieure à celle de la plupart des autres régions maliennes. De nombreuses zones d'ombre subsistent pour hiérarchiser, à partir des données disponibles, les différentes causes explicatives de cette malnutrition et de cette alimentation déséquilibrée. Une des hypothèses explicative du paradoxe est celle d'un manque de temps pour s'occuper des enfants de la part des femmes, trop prises dans les activités productives agricoles.

Plus au nord, adoptant quasiment une démarche d'anthropologie économique, H. Wannehain et P. Janin (2012) se sont efforcés de décortiquer les modes de gestion des récoltes céréalières dans deux zones d'étude. Pour différenciés qu'ils soient, les mécanismes de prise de décision sont régis par certaines contraintes. Le niveau des dépenses d'exploitation et des charges alimentaires, la diversité des sources de revenus influencent fortement la « décision de mise en marché ». Ces comportements, loin d'être erratiques ou marginaux, ont une influence directe sur les niveaux des disponibilités céréalières réservées à la consommation et donc sur la satisfaction des besoins alimentaires.

Les trajectoires incertaines des politiques

Ce dossier réserve à la question « des politiques » (*policy*) – agricoles, et de développement – une place de choix. Sans doute est-ce le signe de la fin d'un discrédit pesant sur une certaine forme d'action publique après plusieurs décennies de libéralisme. Sans doute est-ce aussi liée

à l'intensité et la durée inhabituelle d'une crise multiforme entamée en 2008 qui met à mal nos schémas explicatifs.

D'où la floraison d'études récentes, sur l'instabilité des marchés et les outils d'information et de régulation à promouvoir (David-Benz *et al.*, 2012), d'où également les réflexions macro-plutôt prospectives sur le devenir des systèmes agro-alimentaires au Nord et au Sud (Bricas et Esnouf 2011).

Compte tenu de l'appartenance disciplinaire de leurs auteurs respectifs, la question du « politique » (au sens de *politics*), des jeux de pouvoir, des rapports de dépendance ou de connivence, reste néanmoins peu développée.

Quatre articles dressent un état de la question des politiques agricoles en Afrique subsaharienne et de leurs liens avec la sécurité alimentaire, à des échelles différentes : nationale, pour le Mali (Gérard *et al.*, 2012) ; sous-régionale, pour le marché du riz ouest-africain (Lançon et Mendez del Villar, 2012), régionale, pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne (Benoit-Cattin et Dorin, 2012 ; Zoundi, 2012).

Ils s'efforcent, de manière nuancée, de faire la part entre ce qui est à mettre au profit/au débit des politiques menées depuis les années 1960. Parallèlement, le lecteur y trouvera des développements originaux sur les « nouvelles politiques agricoles et alimentaires » (Maxwell et Slater, 2003 ; Von Braun, 2010) à mettre en œuvre pour œuvrer dans le champ de la sécurisation.

M. Benoit-Cattin et B. Dorin développent l'idée de l'hétérogénéité des « sentiers agricoles et alimentaires » de l'Afrique subsaharienne. Pour la mener à bien, ils s'appuient sur des séries chronologiques de données exploitables à partir des bases de données de la FAO. Ces dernières montrent, s'il en est besoin, l'existence de différences non négligeables entre pays. Le lien communément établi entre la production agricole et la sécurité alimentaire est questionné à partir des données de disponibilité (indicateur de la consommation), de dépendance vis-à-vis de l'extérieur (indicateur du commerce), de productivité du travail (production par actif agricole) et de la terre (production par hectare). Si les disponibilités alimentaires individuelles comme la productivité agricole ont progressé entre 1960 et 2003, leurs progressions restent inférieures aux recommandations et à la croissance démographique.

F. Lançon et P. Mendez del Villar (2012) dressent, pour leur part, un bilan des effets des différentes politiques rizicoles mises en œuvre en Afrique de l'Ouest, depuis quatre décennies. Elles ont oscillé, entre des options protectionnistes (soutiens à la production, protections douanières) et des options libérales (incitations fiscales aux importations, ouverture des frontières...) au gré des contextes et des gouvernements avec des résultats mitigés selon les pays. Eux aussi relèvent la divergence des trajectoires nationales. Comme les auteurs précédents, ils constatent la dynamique non démentie de l'offre (rizicole ici) au cours de cette longue période, croissance néanmoins insuffisante pour réduire la part des importations. La segmentation progressive des marchés du riz, les changements des modèles de consommation comme le facteur prix plaident pour la mise en place de politiques multidimensionnelles (intégrant la production mais aussi la transformation et la commercialisation dans le respect de l'évolution qualitative de la demande) à la fois plus pragmatiques et mieux adaptées à leurs contextes nationaux.

À partir d'une analyse détaillée des politiques économiques conduites au Mali, qui ont, elles aussi, oscillé entre libéralisation et protection, F. Gérard et *al.* (2012) analysent leur impact sur la consommation alimentaire des ménages les plus pauvres. Et ce, alors même que cette question de l'ouverture et de la fermeture des frontières, des niveaux de fiscalité restent des sujets de controverse entre experts, politiques et/ou profanes, entre promoteurs du marché et souverainistes défenseurs des agricultures familiales par exemple. L'analyse de scénarios reflétant différents types de politiques montre *in fine* que ce sont les investissements directs agricoles qui devraient permettre de réduire le plus sensiblement l'insécurité alimentaire et que les effets des politiques de marché (libéralisme versus protectionnisme) ont bien peu d'effets sur la consommation alimentaire des populations les plus vulnérables.

Enfin, J. Zoundi (2012), nous invite à inverser la perspective en matière de (re-)formulation de politiques agricoles en Afrique subsaharienne. Plutôt que de proposer des cadres programmatiques fortement normés, il suggère de partir des fonctions essentielles des exploitations familiales agricoles, à la fois dans et hors du marché, pour construire de nouvelles politiques. Ces dernières, partant d'une analyse fine des contextes locaux, des expériences réussies (au sein de certaines filières), devront être territorialisées et concertées afin de faire face à des crises plus complexes.

Références

- Abdulai A, Barrett CB, Hoddinott J. 2005. Does food aid really have disincentive effects? New evidence from Sub-Saharan Africa. *World Development* 33: 1689–1704.
- Adger WN, 2006. Vulnerability, *Global Environmental Change* 16: 268-81.
- Arditi C, Janin P, Marie A, Eds, 2011. *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali. Réalités et faux semblants*. Paris Karthala, 384 p.
- Barrett CB and Maxwell DG, 2006. Towards A Global Food Aid Compact. *Food Policy* 31: 105-18.
- Benson T, Shekar M, 2006. Trends and Issues in Child Undernutrition. In: Jamison DT, Feachem RG, Makgoba MW, Bos ER, Baingana FK, Hofman KJ, Rogo KO, eds. *Disease and Mortality in Sub-Saharan Africa*. Washington DC: the World Bank.
- Benoît-Cattin M. Dorin B, 2012. Les sentiers alimentaires de l'Afrique subsaharienne, *Cahiers Agricultures* 21.
- Black RE, Allen LH, Bhutta ZA, Caulfield LE, de Onis M, Ezzati M, *et al.* 2008. Maternal and child undernutrition: global and regional exposures and health consequences. *The Lancet* 371 (9608): 243-60. DOI: 10.1016/s0140-6736(07)61690-0
- Blein R, Bio Goura Soulé, Faivre Dupaigre B, Borgui Yérîma, 2008. Les potentialités agricoles de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM). http://www.fondation-farm.org/IMG/pdf/etudepotentialites_rapport.pdf
- Bocoum I, Dury S, Egg J, 2012. La pauvreté monétaire est-elle un bon indicateur de l'insécurité alimentaire des ménages ? *Economie Rurale* 330-331: 145-60.
- Bonnecase V, 2012. La situation nutritionnelle du Niger après la crise de 2005. À quoi servent les indicateurs nutritionnels ? *Cahiers Agricultures* 21.
- Brenton BP, 2011. Contested Strategies for Defining and Confronting Food Insecurity and HIV/AIDS in Zambia: Rejection of GM Food Aid during the 2002-03 Food Crisis, *Annals of Anthropological Practice* 35: 187-203. DOI:10.1111/j.2153-9588.2011.01074.x
- Crombé X et Jézéquel J-H (dir.) 2007. *Niger 2005. Une catastrophe si naturelle*. Paris, Karthala.
- David-Benz H, Egg J, Galtier F, Rakotoson J, Shen Y, Kizito A, 2012. *Les systèmes d'information sur les marchés agricoles en Afrique subsaharienne. De la première à la deuxième génération*, Focales 14, Agence française de développement, juin 2012, 143 p. <http://logi4.xiti.com/go.click?xts=284366&s2=53&cltc=T&type=click&p=14-Focales.pdf&url=http://www.afd.fr/webdav/site/afd/shared/PUBLICATIONS/RECHERCHE/Scientifiques/Focales/14-Focales.pdf>
- Dauvin P, 2006. 3. Le traitement journalistique des crises au regard de la sociologie de la production de l'information : 57-71, in : Le Pape M. *et al.*, *Crises extrêmes*, Paris, La Découverte « Recherches ».
- Devereux S, 2009. Why does famine persist in Africa? *Food Security* 1: 25-35. DOI: 10.1007/s12571-008-0005-8.
- Dilley M & Boudreau TE, 2001. Coming to terms with vulnerability: a critique of the food security definition, *Food Policy* 26: 229-47.
- Dury S, Bocoum I, 2012. Le paradoxe de Sikasso : pourquoi produire plus ne suffit pas à bien nourrir les enfants des agriculteurs. *Cahiers Agricultures* 21
- Dury S et Fouilleux E, 2011. La construction des politiques de sécurité alimentaire : institutions, discours, statistiques. In: Arditi C (ed.), Janin P (ed.), Marie A (ed.). *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali : réalités et faux semblants*. Paris : Karthala (Hommes et sociétés).

- Esnouf C, Russel M & Bricas N, 2011. *Pour une alimentation durable. Réflexion stratégique duALIne*. Versailles, Éditions Quae.
- Ezzati M, Lopez AD, Rodgers A, Vander Hoorn S, Murray CJL, Group tCRAC, 2003. Selected Major Risk Factors and Global and Regional Burden of Disease. *Lancet* 360: 1347–60.
- Fischer ARH., Beers PJ, Henk van Latesteijn, Andeweg K, Jacobsen E, Mommaas H, van Trijp HCM & Veldkamp A, 2012. Transforum system innovation towards sustainable food. A review, *Agronomic Sustainable Development* 32: 595–608.
- Fraser EDG, 2007. Travelling in antique lands: using past famines to develop an adaptability/resilience framework to identify food systems vulnerable to climate change, *Climatic Change* 83: 495–514.
- Gérard F, Dury S, Benoit-Cattin M, Bélières J-F, Keita MS, 2012. Comparaison de plusieurs scénarios de lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali. *Cahiers Agricultures* 21.
- Hadleya C, Linzerb D A, Belachew T, Mariam A G, Tessema F, Lindstrom D, 2011. Household capacities, vulnerabilities and food insecurity: Shifts in food insecurity in urban and rural Ethiopia during the 2008 food crisis, *Social Science & Medicine* 73: 1534-42.
- de Haen H, Klasen S, Qaim M, 2011. What do we really know? Metrics for food insecurity and undernutrition, *Food Policy* 36: 760-79. <http://dx.doi.org/10.1016/j.foodpol.2011.08.003>
- Holt Giménez E & Shattuck A, 2011. Food crises, food regimes and food movements: rumblings of reform or tides of transformation? *Journal of Peasant Studies* 38: 109-44.
- Hrabanski M, 2011. Souveraineté alimentaire. Mobilisations collectives agricoles et instrumentalisations multiples d'un concept transnational, *Revue Tiers Monde* 207: 151-68. DOI: 10.3917/rtm.207.0151
- Hubert B, Clement O, 2006. *Le monde peut-il nourrir tout le monde, sécuriser l'alimentation de la planète*. Versailles, IRD-Éditions Quae.
- IFPRI, 2004. *Assuring Food and Nutrition Security in Africa by 2020. Prioritizing Actions, Strengthening Actors, and Facilitating Partnerships*, Kampala, Uganda (April 1–3, 2004), Proceedings of an All-Africa Conference. www.ifpri.org/sites/default/files/publications/vi24.pdf
- IFPRI, 2010. *Global Hunger Index. The Challenge of Hunger: Focus on the Crisis of Child*, Washington, IFPRI, 56 p., <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ghi10.pdf>.
- Ingram J, 2011. A food systems approach to researching food security and its interactions with global environmental change, *Food Security* 3: 417-31.
- IPC Global Partners. 2008. *Integrated Food Security Phase Classification Technical Manual. Version 1.1*. FAO. Rome, 67 p. <http://www.fao.org/docrep/010/i0275e/i0275e.pdf>.
- Janin P, 2010. Surveiller et nourrir. La politique de la faim, Paris, Karthala, *Politique Africaine* : 5-128.
- Janin P, 2010. L'insécurité alimentaire au Sahel : permanence du questionnement, renouvellement des approches, *Cahiers Agricultures* 19 : 177-84.
- Janin P, 2006. L'ambivalence du marché dans la sécurisation alimentaire en milieu rural soudano-sahélien, Bruxelles, De Boeck Université, AFD, *Afrique Contemporaine*, Dossier Agricultures familiales en Afrique subsaharienne 217: 91-105.
- Janin P, 2001. L'insécurité alimentaire rurale en Côte d'Ivoire : une réalité cachée, aggravée par la société et le marché, *Cahiers Agricultures* 10 : 233-41.
- Janin P et de Suremain CE, 2012. L'insécurité alimentaire : dimensions, contextes et enjeux, In : Cambrézy L et Petit V (dir.), *Population, mondialisation et développement. La fin des certitudes ?* Coll. "Les études", Paris, la Documentation française : 147-67.
- Kaplinsky R, 2000. Spreading the gains from globalisation: what can be learned from value chain analysis? *IDS Bulletin* Paper 110, Brighton, 37 p.

- Khanna SK, 2009. Anthropological approach for understanding the complexities of the global food crisis, *NAPA BULLETIN* 32: 193–200, DOI:10.1111/j.1556-4797.2009.01035.x
- Lang T, 2010. Crisis? What Crisis? The Normality of the Current Food Crisis, *Journal of Agrarian Change* 10 : 87-97.
- Manyena Siambabala B, 2006. The concept of resilience revisited, *Disasters* 30 : 433-50.
- Maxwell D & Parker J, 2012. Coordination in food security crises: a stakeholder analysis of the challenges facing the global food security cluster, *Food Security* 4: 25–40.
- Maxwell S and Slater R, 2003. Food policy old and new, *Development Policy Review* 21: 531-53.
- Michiels D, Egg J, Blein R, 2012. La répétition des crises alimentaires et nutritionnelles au Niger : l'urgence de rénover les politiques de sécurité alimentaire, *Cahiers Agricultures* 21.
- Mortimore M and Adams WM, 2001. Farmer adaptation, change and crisis' in the Sahel, *Global Environmental Change* 11: 49-57.
- Nanama S, Frongillo E A, 2012. Altered social cohesion and adverse psychological experiences with chronic food insecurity in the non-market economy and complex households of Burkina Faso, *Social Science & Medicine* 74: 444-51.
- Olivier de Sardan J-P, 2008. Introduction thématique, La crise alimentaire de 2004-2005 au Niger en contexte, *Afrique contemporaine* 225 : 17-37. DOI : 10.3917/afco.225.0017.
- Ouedraogo D, Kabore M. et Kienou B, 2007. Insécurité alimentaire, vulnérabilité et pauvreté en milieu rural au Burkina : une approche en termes de consommation d'énergie, *Mondes en développement* 140 : 65-84. DOI:10.3917/med.140.0065.
- Pelletier DL, Frongillo Jr. EA, Schroeder DG, Habicht J-P, 1994. A Methodology for Estimating the Contribution of Malnutrition to Child Mortality in Developing Countries, *Journal of Nutrition* 124(Suppl. 10): 2106S–122S.
- Pelletier D, McCullum C, Kraack V, 2003. Participation, Power and Beliefs Shape Local Food and Nutrition Policy, *Journal of Nutrition* 133: 301S-4S.
- Postolle A et Bendjebbar P, 2012. Souveraineté alimentaire et droit à l'alimentation : pour une refonte des politiques de sécurité alimentaire, *Cahiers Agricultures* 21.
- Pouch T, 2011. La résurgence de la souveraineté alimentaire, *Économies et sociétés*, série « systèmes agroalimentaires » 45: 1719-35.
- Prabhu Pingali P, Alinovi L and Sutton J, 2005. Food security in complex emergencies: enhancing food system resilience, *Disasters* 29(supplement 1): S5–S24.
- Smit B, Wandel J, 2006. Adaptation, adaptive capacity and vulnerability, *Global Environmental Change* 16: 282–92.
- Swinnen J, 2011. The Right Price of Food, *Development Policy Review*, Overseas Development Institute, 29: 667-88.
- Timmer CP, 2009. Reflections on food crises past, *Food Policy* 35: 1-11.
- Touzard J-M, Temple L, 2012. Sécurisation alimentaire et innovations dans l'agriculture et l'agroalimentaire : vers un nouvel agenda de recherche ? *Cahiers Agricultures* 21
- UNICEF, 1998. *La situation des enfants dans le monde 1998*. New York.
- Vall E, Andrieu N, Beavogui F, Sogodogo D, 2011. Les cultures de soudure comme stratégie de lutte contre l'insécurité alimentaire saisonnière en Afrique de l'Ouest : le cas du fonio, *Cahiers Agricultures* 20 : 294-300.
- Von Braun J 2010. Food insecurity, hunger and malnutrition: necessary policy and technology changes", *New Biotechnology* 27: 449-52.
- Wannehain H et Janin P, 2012. Commercialisation des céréales et incidence sur la disponibilité céréalière des producteurs agricoles : étude de cas dans les « zones greniers » au Mali. *Cahiers Agricultures* 21.

- WFP, 2011. *2010 Food Aid Flows*, International Food aid information system, July 2011, 43 p.,
<http://documents.wfp.org/stellent/group/public/documents/communications/wfp239805.pdf>
- Weingärtner L, 2006. « Le concept de sécurité alimentaire et nutritionnelle », p. 3-20, in :
Klennert K. éd. 2006. *Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Actions visant à relever le défi global. Manuel de références*, Feldafing, Inwent, 258 p.
- Zant W, 2012. The Economics of Food Aid under Subsistence Farming with an Application to Malawi, *Food Policy* 37: 124–41. doi:10.1016/j.foodpol.2011.09.004.
- Zoundi J, 2012. Agriculture vivrière : les africains confrontés à des choix controversés de modèles agricoles, *Cahiers Agricultures* 21.